

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 22/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MARCILLAT CORCIEUX**

667 rue de la Gare  
BP 4  
88430 Corcieux

Références : S-25-343RP

Code AIOT : 0006202172

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement MARCILLAT CORCIEUX implanté 667 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite vise à s'assurer du suivi des moyens mis en place pour faire face aux risques d'accidents.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARCILLAT CORCIEUX
- 667 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux
- Code AIOT : 0006202172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une laiterie appartenant au groupe Lactalis. Il est spécialisé dans la fabrication de fromage.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie ;
- Risque toxique.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

<b>N°</b>	<b>Point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Autre information</b>
1	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.6.2	Sans objet
2	Vérification périodique	AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.6.3	Sans objet
3	Alarme incendie	AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.6.5	Sans objet
4	Localisation des risques	AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.6.6	Sans objet
5	Consignes d'incendie	AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.6.13	Sans objet
6	Alarmes	AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.7.2	Sans objet
7	Ammoniac	AP Complémentaire du 16/06/2003, article 2.1.3	Sans objet
8	Ammoniac	AP Complémentaire du 16/06/2003, article 2.1.4	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection n'a pas constaté de non-conformité concernant les points de contrôle retenus.

**2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant, tels que :

- extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles, toujours facilement accessibles et visiblement signalés. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits utilisés ou stockés ;
- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus de l'installation, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter avec un débit ou une pression suffisant, indépendant de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site;
- [...];
- matériels spécifiques d'intervention (masques, combinaisons, ...).

La plate-forme de distribution et d'emballage est équipée d'installation sprinkleur.

L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur.

Les poteaux incendie et les points d'eau artificiels devront toujours être accessibles aux engins de lutte contre l'incendie pour une mise en aspiration des auto-pompes ou des moto-pompes.

**Constats :**

Les moyens de lutte contre l'incendie sur le site sont les suivants :

- extincteurs et RIA (Robinetts d'Incendie Armés) sur les zones de fabrication et de conditionnement ;
- détection incendie ;
- sprinklage sur tout le site sauf les bureaux (historiquement seule la plate-forme de distribution et d'emballage était sprinklée) ;
- extinction automatique au gaz au niveau des armoires électriques ;
- deux poteaux incendie sont présents à proximité immédiate du site. Ils appartiennent à la commune de Corcieux qui fait le contrôle. Le prochain contrôle aura lieu en 2025 et le dernier contrôle a été fait en 2021 sans remarque particulière.

Des combinaisons et des masques ARI sont présents pour les opérateurs dans la partie ammoniac.

Sur le terrain, un contrôle par sondage des extincteurs et des RIA a été fait. Il a été constaté que dans la zone d'expédition, deux RIA sont présents. Pour le premier, une table est présente et gêne l'accès. Pour le deuxième, une palette est présente devant le RIA.

L'industriel a déplacé la table et la palette après la visite. Des photographies ont été transmises à l'inspection le mercredi 26 février 2025 avec les RIA accessibles.

Des extincteurs sont présents dans la zone d'expédition, ils sont accessibles et en bon état extérieur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Vérification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens de secours feront l'objet de vérifications périodiques par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre.
<b>Constats :</b>  Les extincteurs et les RIA sont contrôlés tous les ans par un prestataire extérieur.  Les derniers contrôles datent de fin d'année 2024. Le rapport de contrôle n'indique pas de non conformité et précise l'état des extincteurs et s'ils doivent être remplacés. Le prestataire extérieur s'occupe du remplacement au besoin des extincteurs.  Le dernier contrôle des RIA date de septembre 2024 et les changements qui devaient être faits ont été réalisés par l'exploitant.  Un contrôle par échantillonnage a été fait. Il a été constaté dans la zone d'expédition que les extincteurs présentent bien la vignette de contrôle avec des contrôles tous les ans en janvier. Il en est de même pour les RIA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Alarme incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il doit exister un dispositif d'alarme par signal sonore ayant pour objet, en cas d'incendie grave, d'inviter les occupants à quitter l'établissement dans le délai le plus court. Ce signal doit pouvoir être entendu simultanément de tous les locaux occupés par les occupants.
<b>Constats :</b>  L'alarme est testée deux fois par an par un prestataire extérieur et couvre l'ensemble du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.  L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosives, émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan global de son site avec les risques, ainsi qu'un plan par étage. La dernière mise à jour date de 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Consignes d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.6.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consigne incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une consigne prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera diffusée à tous les membres du personnel, ceux-ci seront périodiquement entraînés à l'application de la consigne.  Elle précisera notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;</li><li>• la composition des équipes d'intervention ;</li><li>• la fréquence des exercices ;</li><li>• les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;</li><li>• les personnes à prévenir en cas de sinistre ;</li><li>• le fonctionnement des alarmes ainsi que des différents dispositifs de sécurité et de périodicité de leur vérifications.</li></ul> Cette consigne sera communiquée à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan d'organisation en cas de sinistre.  Un logigramme est disponible dans ce plan avec les différentes actions à mener en cas de sinistre ainsi que les EPI à porter. Des fiches réflexes sont également disponibles.  Une fiche d'évacuation pour chaque secteur est faite. Elle reprend le plan du secteur, et le parcours à suivre en cas de sinistre.  Deux exercices d'évacuations sont faits par an. Le dernier date du 16 décembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Alarmes

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2003, article 1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alarmes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le déclenchement des alarmes installées dans les ateliers et dépôts destiné à signaler la survenue d'incidents et d'accidents sera reporté d'une part dans l'établissement d'autre part, en période de fermeture de l'établissement, auprès d'une personne responsable, nommément désignée à cet effet et qui sera chargée de mettre en œuvre les mesures prévues à cette occasion.
<b>Constats :</b>  Le déclenchement des alarmes est reporté au niveau du point de rassemblement des ESI (Equipier de Secours et d'Intervention), et du bureau de maintenance et supervision équipement de fabrication. Les centrales incendies permettent de savoir dans quelle zone l'alarme s'est déclenchée.  L'usine fonctionne 24/24h et 365 jours par an. Pour les horaires de nuit et les jours fériés, il y a toujours a minima un binôme de maintenance. Ils disposent d'une fiche réflexe avec l'ensemble des personnes à prévenir en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2003, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'une tonne d'ammoniac qui est contenu dans l'installation de froid. L'exploitant dispose d'un système de capteur pour détecter les fuites potentielles.  Le premier seuil fixé à 500 ppm signale qu'il y a une fuite, un opérateur va sur place et en fonction de l'équipement impacté, soit il y a un arrêt d'une partie pour réaliser les réparations, soit de toute l'installation.  Le deuxième seuil à 1 000 ppm entraîne l'arrêt de l'installation de froid et toutes les énergies sont coupées au niveau de la centrale froid. Seules les extractions restent en fonctionnement. Ce sont des équipements Atex.  Il y a sept détecteurs dans la centrale froid.  Les capteurs sont testés tous les ans via des gaz étalons. Le dernier contrôle date d'octobre 2024.  L'ensemble des capteurs sont indépendants, ce qui fait que si l'un d'eux se déclenche, le service de maintenance peut savoir lequel il s'agit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2003, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.
<b>Constats :</b>  Dans le bâtiment de production de froid où est présent l'ammoniac, il a été constaté que les vannes sont bien indiquées et accessibles dans le bâtiment. Leur sens de fermeture est indiqué de manière indélébile.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite